

Chine-France/Diplomatie

En Chine, Macron veut lancer l'Europe sur les routes de la soie

AFP
Pékin/Chine

Pour sa première visite en Chine, Emmanuel Macron a plaidé, hier, pour une nouvelle alliance entre Pékin et l'Europe, dont il souhaite l'implication dans les Nouvelles routes de la Soie, colossal projet de Xi Jinping, qu'il a néanmoins mis en garde contre toute tentative d'"hégémonie". Pour le président français, qui s'est posé de facto en leader de l'Union Européenne (UE), cette alliance est nécessaire pour "l'avenir" du monde, et doit également se déclinier sur la question de la lutte contre le réchauffement.

Le Numéro un français a entamé cette visite à Xian (nord) avant de gagner Pékin en fin d'après-midi. Accompagné de son épouse Brigitte, il a été reçu par le président Xi et son épouse pour un premier entretien, avant un dîner à quatre. Le sommet officiel entre les deux hommes aura lieu aujourd'hui.

Xi Jinping a félicité son homologue français pour son discours sur la route de la soie, prononcé à Xian, a indiqué l'Elysée, précisant que l'entretien s'était déroulé dans un climat "très positif".

Emmanuel Macron a offert au président chinois un cheval de la Garde républicaine, ou plus exactement sa photo, car l'animal est encore en quarantaine,



Photo : AFP

Le président français Emmanuel Macron (g) à son arrivée, hier, en Chine.

ainsi qu'un maillot de foot floqué à son nom. En retour, Xi Jinping lui a offert un tableau représentant un cheval.

Le président Macron a choisi de démarrer sa visite à Xian, ancienne capitale de l'empire et point de départ de la route de la soie, qui relia pendant des siècles l'Europe et l'Asie.

En 2013, Xi Jinping a commencé à en bâtir une version moderne pour cimenter les liaisons économiques de la Chine, ainsi que son influence dans les dizaines de pays traversés. Ce projet de construction de routes, ports, voies ferrées et parcs industriels à destination de l'Europe, et

même au-delà, doit couvrir 65 pays, pour des investissements de plus de 1.000 milliards de dollars.

"Ma volonté est que la France et l'Europe (...) soient au rendez-vous offert par la Chine", a assuré Emmanuel Macron, évoquant l'image d'un foulard de soie tenu d'un côté par la Chine, de l'autre par l'Europe. La France était jusqu'ici restée prudente face à un projet jugé parfois dangereusement expansionniste. Mais Emmanuel Macron a assorti son ralliement d'un avertissement.

"Ces routes sont en partage et elles ne peuvent être univoques", a-t-il lancé. "Elles

ne peuvent être les routes d'une nouvelle hégémonie qui viendrait mettre en état de vassalité les pays qu'elles traversent". Il a ainsi demandé qu'elles soient bâties selon les critères européens de bonne gouvernance et dans le respect de l'environnement.

Le député européen Franck Proust a lui réclamé à M. Macron de "faire preuve de fermeté" envers Pékin, car "cette nouvelle route, qui permet d'ores et déjà d'acheminer en 14 jours des produits made in China, vise surtout à construire des infrastructures en échange d'accès aux richesses des Etats partenaires (matières premières, concessions" a-t-

il lancé.

"Nos destins sont liés", a encore déclaré Emmanuel Macron, qui a promis : "Je reviendrai au moins une fois par an en Chine (...) Car l'avenir a besoin de la France, de l'Europe et de la Chine. Nous sommes la mémoire du monde. Il nous appartient de décider d'en être l'avenir", a-t-il insisté, tout en défendant le multilatéralisme.

Après la décision des Etats-Unis de sortir de l'Accord de Paris sur le climat, le président Macron compte proposer à Xi Jinping de "relancer la bataille climatique" en renforçant leurs engagements contre le réchauffement.

Aujourd'hui, le président français doit visiter la Cité interdite avant le sommet officiel, où il devrait signer avec Pékin une cinquantaine d'accords et de contrats, en particulier dans l'aéronautique (Airbus) et le nucléaire civil (Areva). La question des droits de l'homme sera abordée en privé, a assuré l'Elysée. Dans un communiqué, l'association Human Rights Watch a demandé à Emmanuel Macron de réclamer "publiquement" à Xi Jinping des améliorations sur ce front, en particulier pour Liu Xia, la veuve du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo, de facto assignée à résidence sans avoir jamais été poursuivie officiellement.

Bruxelles/Diplomatie UE

Différend territorial entre Croatie et Slovénie : Bruxelles propose une médiation

AFP
Bruxelles/Belgique

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a proposé, hier, une médiation entre la Slovénie et la Croatie, qui a rejeté un arbitrage international accordant à Ljubljana la souveraineté sur la petite baie de Piran, en mer Adriatique.

"Nous voudrions essayer une médiation entre les deux positions, évidemment sur la base de la décision de la Cour d'arbitrage", a-t-il expliqué à la presse, sans donner plus de précisions sur la médiation envisagée. En juin, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a attribué plus des deux tiers de la baie de Piran à la Slovénie, dans le but de mettre un terme à un contentieux remontant à l'éclatement de la Yougoslavie il y a vingt-cinq ans. La Cour d'arbitrage avait fixé, au samedi 30 décem-

bre 2017, la date d'entrée en vigueur de sa décision. Mais la Croatie, qui revendique la moitié de ce territoire maritime, a refusé l'arbitrage et le 30 décembre au matin, trois navires de pêche croates -- accompagnés de bateaux de patrouille de la police croate -- sont entrés dans les eaux attribuées à la Slovénie par la Cour.

La patron de la diplomatie européenne a profité d'une visite à Bruxelles du nouveau président slovène Borut Pahor, pour tancer les deux voisins. "Les différences entre ces deux pays sont infimes, infimes !", a lancé M. Juncker aux côtés de M. Pahor.

"Il n'y a pas guerre entre la Slovénie et la Croatie qui, parmi les Etats membres dits "nouveaux" (...), se conduisent de façon générale d'une façon exemplaire", a-t-il ajouté, louant au contraire leurs "relations amicales".

Le différend sur la baie de Piran "n'est pas un grand



Photo : AFP

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission de l'Union Européenne (UE).

problème. C'est d'ailleurs un problème - je veux le dire ici sans provoquer - qui n'intéresse pas les autres" chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, a continué M. Juncker, se disant "solennel et sérieux".

Par ailleurs, le président de l'exécutif européen a redit qu'il était favorable à un élargissement de l'Union européenne dans les Balkans après la fin de son mandat, soit après 2019.

Mais dans cette perspective, "tous les problèmes frontaliers entre les pays des Balkans occidentaux doivent avoir trouvé une réponse avant l'adhésion de ces pays", a prévenu Jean-Claude Juncker. "On ne peut pas, comme nous le faisons dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, jouer les prolongations! Qu'ils se mettent d'accord entre eux avant de devenir membres de l'Union européenne!" a-t-il ajouté.

A travers le monde

•Sénégal/attaque
L'armée sénégalaise à la poursuite des auteurs du massacre

L'armée sénégalaise était lancée, hier encore, à la poursuite des auteurs du massacre, le week-end écoulé, de 13 jeunes dans une forêt de Casamance, région du sud du Sénégal en proie à une rébellion depuis 35 ans mais qui avait connu une accalmie depuis plusieurs années.

• Allemagne/politique

Angela Merkel optimiste à la formation d'un gouvernement

La chancelière s'est dite "optimiste" sur les chances de pouvoir former un gouvernement en Allemagne et sortir le pays de l'impasse politique, à l'entame de cinq jours de négociations marathon avec les sociaux-démocrates.

• Libye/Migration
Près de 300 migrants secourus

Environ 300 migrants ont été secourus au large des côtes libyennes alors qu'ils étaient à bord de deux embarcations en détresse, dans l'une desquelles deux femmes ont été trouvées mortes, a indiqué la marine libyenne.

• Chine/collision
Un tanker iranien en flammes

Un tanker iranien était en flammes et son équipage de 32 personnes porté disparu hier en mer de Chine orientale, après une collision avec un navire de fret chinois, selon les autorités chinoises qui s'efforçaient de contenir les fuites d'hydrocarbures.

• Arabie-Saoudite
Onze princes arrêtés

Onze princes saoudiens ont été arrêtés après avoir protesté contre des mesures d'austérité rognant leurs avantages, ont confirmé hier les autorités, qui cherchent à montrer que les réformes concernent toutes les franges de la société, alors que le royaume est confronté à des difficultés économiques.

Egypte/Politique

L'ancien Premier ministre égyptien Ahmed Charfiq pas candidat

Il a indiqué, hier, qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle prévue cette année, contrairement à ce qu'il avait annoncé fin novembre. Royaume-Uni/Insolite

Le réseau informatique trop accessible

le réseau informatique du parlement britannique a enregistré 24.473 tentatives d'accès à des sites pornographiques entre juin et octobre 2017, soit une moyenne de presque 160 par jour selon des données officielles révélées hier.